



PRÉFET DE LA SARTHE

Préfecture de la Sarthe  
Direction de la coordination des politiques publiques  
et de l'appui territorial  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

Direction régionale de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement des Pays-de-la-  
Loire  
Unité départementale de la Sarthe

**Objet : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**ARRÊTÉ n° DCPAT 2019-0323 du 27 DEC. 2019**

**AUTO CHASSIS INTERNATIONAL, 15 avenue Pierre Piffault, 72000 LE MANS  
Arrêté complémentaire - étude technico-économique réduction des consommations**

Le Préfet de la Sarthe  
Officier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**VU** le code de l'Environnement, notamment le titre I<sup>er</sup> du livre V ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment son article 14 ;

**VU** la circulaire du 18 mai 2011 du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse ;

**VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2016 du Bassin Loire Bretagne et notamment son chapitre 7 relatif à la gestion des prélèvements ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2011353-0005 du 26 décembre 2011 relatif au cadre des mesures de suspension provisoire des prélèvements d'eau en période de sécheresse dans le département de la Sarthe ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 09-1449 du 30 mars 2009 réglementant les activités de la société AUTO CHASSIS INTERNATIONAL située sur le territoire de la commune de LE MANS ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°10-0043 du 7 janvier 2010 portant sur les rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2013116-0003 du 26 avril 2013 relatif au reclassement des activités et portant prescriptions complémentaires ;

**VU** l'attestation de bénéfice du droit d'antériorité du 10 avril 2014 au titre des rubriques n°3220, n°3260 et n°3110 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015041-0054 du 10 février 2015 portant actualisation des prescriptions d'exploitation et sur la constitution de garanties financières ;

**VU** l'attestation de bénéfice du droit d'antériorité du 15 janvier 2015 au titre de la rubrique n°2921-a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le courrier du 5 janvier 2017 actant l'actualisation des activités ;

**VU** le rapport du 21 novembre 2019 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargée de l'inspection des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** la situation des cours d'eau en Pays de Loire (11 % des masses d'eau en bon état) et la pression quantitative sur la ressource, notamment dans les secteurs ZRE, 7b3 et 7b4 identifiés dans le SDAGE ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau en application de l'article 14 de l'arrêté du 02 février 1998 ;

**CONSIDÉRANT** que les niveaux de prélèvement doivent prendre en considération les intérêts des différents utilisateurs de l'eau. En particulier, ils sont compatibles avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (article 14 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et circulaire du 17 décembre 1998).

**CONSIDÉRANT** que l'examen des consommations d'eau montre une consommation par l'installation de plus de 100 000 m³/an dans le milieu eaux de surface et dans le réseau AEP, volume considéré comme un prélèvement significatif sur la ressource et que par conséquent il est nécessaire de prescrire un diagnostic qui permettra d'identifier les consommations du site et les pistes d'améliorations envisageables et réalisables visant à limiter les flux d'eau ;

**CONSIDÉRANT** que selon l'article 14 de l'arrêté du 02 février 1998, l'arrêté d'autorisation peut fixer si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements dans les eaux souterraines et superficielles, notamment afin de faire face à une menace ou aux conséquences de sécheresse ou à un risque de pénurie ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de prévoir, en cas de situation de sécheresse caractérisée par les dépassements de seuils d'alerte définis pour les cours d'eau ou nappes d'une même zone d'alerte au sens de l'arrêté cadre susvisé, des mesures de réduction pérennes ou temporaires, voire de suspension des prélèvements d'eau par l'installation ainsi que des mesures de limitation et de surveillance renforcée des rejets polluants, afin de préserver la ressource et les usages prioritaires (santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population).

**CONSIDÉRANT** que les quantités d'eau prélevées dans les eaux de surface par l'installation représentent plus de 2 000 000 m³/an (2 933 981 m³ en 2017 dans les eaux de surface) et qu'il convient de rationaliser l'usage de l'eau qui est fait par l'exploitant en vue de limiter son impact direct sur le milieu naturel,

**CONSIDÉRANT** que l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine est issue de prélèvement dans le milieu naturel (eaux souterraines ou superficielles), et qu'il convient de préserver cette ressource prioritaire en période de situation hydrologique critique,

**CONSIDÉRANT** que les quantités d'eau consommées sur le réseau d'adduction d'eau potable par l'installation représente plus de 100 000 m³ par an (107 552 m³ en 2017), et qu'il convient de rationaliser l'usage de l'eau qui est fait par l'exploitant (notamment en période de situation hydrologique critique) en vue de limiter son impact indirect sur le milieu naturel et les approvisionnements en eau potable qui en découlent,

**CONSIDÉRANT** qu'en période de situation hydrologique critique il convient que l'exploitant adapte la gestion de ses rejets susceptibles d'être pollués, afin de ne pas altérer la qualité du milieu récepteur dont la capacité auto-épuratrice est diminuée par la situation d'étiage.

**CONSIDÉRANT** que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 30 juillet 2019 et que ce dernier y a répondu par courriel du 7 octobre 2019 ;

**SUR PROPOSITION** de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe ;

## **ARRETE**

**Article 1 :** La société AUTO CHASSIS INTERNATIONAL, dont le siège social est situé 15 avenue Pierre Piffault est tenue, pour ce qui concerne les installations qu'elle exploite sur la commune de LE MANS, de respecter les dispositions suivantes.

### **Article 2 : Diagnostic et étude technico-économique**

L'exploitant doit mettre en place les réflexions et études nécessaires à l'établissement d'un diagnostic détaillé :

- des prélèvements
- des consommations d'eau des processus industriels et pour les autres usages (domestiques, arrosages, lavages...)
- des dispositifs de surveillance
- des mesures à mettre en œuvre face à un risque de pénurie.

Ce diagnostic doit permettre de définir les actions spécifiques de réduction des prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution à mettre en place.

Ces actions de réduction seront pérennes ou appliquées en cas de situation hydrologique critique (et donc limitées dans le temps).

Le diagnostic doit aborder 2 volets :

- l'utilisation rationnelle de l'eau de manière pérenne visant à favoriser les économies d'eau et la maîtrise des prélèvements ;
- les mesures de réduction temporaires en gestion de crise lorsque les seuils d'alerte sur la ressource sont dépassés (arrêtés préfectoraux sécheresse) et que des restrictions des usages sont nécessaires.

Les éléments ci-dessous devront notamment être étudiés :

- Caractéristiques des moyens d'approvisionnements en eau notamment type d'alimentation (captage en nappe, en rivière ou en canal, raccordement à un réseau, provenance et interconnexion de ce réseau), localisation géographique des captages/ouvrages, nom de la nappe captée/ressource prélevée, débits minimum et maximum des dispositifs de pompage, caractéristiques des ouvrages
- Sensibilité, pressions, restrictions réglementaires sur les ressources prélevées
- Possibilités de substitution dans une autre ressource (moins sensible).
- Identification des ressources alternatives et examen de la faisabilité de les utiliser, même partiellement ou pour certains usages ciblés/ Conclusion sur l'existence de solutions alternatives pertinentes
- Bilan des consommations en eau:
  - inventaire des usages liés aux process, aux nettoyages, aux refroidissements, aux autres usages y compris non industriels.
  - quantités d'eau prélevées par origine et par usage nécessaires aux processus industriels
  - quantités d'eau utilisées pour d'autres usages que ceux des processus industriels

- Analyse des consommations en eau :
  - Comparaison des consommations théoriques (besoins) des procédés et des installations avec les consommations réelles
  - Comparaison avec les meilleures techniques disponibles, notamment évoquées dans les BREFs ou « Conclusions sur les meilleures techniques disponibles », ou selon les règles de l'art (textes et guides professionnels, ratios à la tonne produite, comparaison intra, inter-groupe ...)
  - Analyse critique des postes et analyse des options de réduction des consommations, tels que (non exhaustif) :
    - gestion des réseaux et de la circulation de l'eau dans les process,
    - évaluation des pertes dans les divers circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise ;
    - réduction des consommations des matières premières,
    - limitation des entraînements et optimisation des nettoyages,
    - mise en place de recyclage ou de 2ème usage de l'eau,
    - modification de process/remplacement matériel par un matériel plus performant
    - ...
  - Estimation des gains potentiels via un bilan coût/avantages
- Détermination d'un programme de surveillance :
  - Installations et postes nécessitant un suivi (volume, vétusté ...)
  - Paramètres représentatifs/indicateurs de suivi/ratios
  - Programme de surveillance (points de suivi, paramètres, fréquences,...) en place ou à mettre en place/à améliorer en vue de respecter les exigences réglementaires, détecter des dysfonctionnements, définition des seuils de détection ou d'alerte, actions correctives....
- Mesures de gestion de l'eau en cas de pénurie de la ressource
  - Recensement et quantification des usages de l'eau qui pourraient d'un point de vue purement technique, faire l'objet de mesures de réduction et/ou de suspension temporaires, par opposition aux usages de l'eau incompressibles, notamment pour des aspects de sécurité des installations et de l'environnement.
  - Étude des différentes solutions de réduction des consommations d'eaux qui pourraient être mises en œuvre (par modification de certains modes opératoires, ou encore par réduction des activités, arrêt de certaines chaînes de production....), en cas de dépassement des seuils de sécheresse avec une estimation des économies d'eaux par usage (en volume journalier et en %) suivant divers scénarios de réduction si adaptés (ex : réduction de 20 %, 50 %, 80 % des prélèvements...) et l'arrêt total des prélèvements.
  - Étude des conséquences économiques induites par les réductions graduées étudiées et l'arrêt total des prélèvements (coûts associés si les réductions des consommations impliquent un arrêt des chaînes de production (ex : nombre de salariés mis en chômage technique) et impact financier (ex : perte chiffre d'affaires par semaine,...)).
  - Si rejet en milieu naturel : Détermination des rejets minimum qu'il est nécessaire de maintenir pour le fonctionnement de l'installation ainsi que le débit minimum du cours d'eau récepteur pouvant accepter ces rejets limités, dans le respect des exigences de qualité applicables à ce cours d'eau.
  - En cas d'impact sur le cours d'eau, détermination des solutions de limitation possible des rejets d'effluents dans le milieu récepteur en cas de situation hydrologique critique.
  - Détermination d'un programme de surveillance renforcé des rejets et ou d'une surveillance milieu en fonction des niveaux atteints lors des périodes de sécheresse.

Au vu du diagnostic et de l'analyse technico-économique, l'exploitant définit :

- les actions de réduction d'eau pérennes à mettre en place qui permettent de limiter les consommations d'eau. Un échéancier de mise en place est proposé ;
- les actions à mettre en place en période de crise, graduées si nécessaire en fonction des niveaux atteints lors des périodes de sécheresse.

- les limitations voire les suppressions de rejets aqueux dans le milieu, en cas de situation hydrologique critique.

### **Article 3 - Délais**

Le diagnostic, l'analyse technico-économique et l'échéancier sont envoyés à l'inspection des installations classées avant le 1<sup>er</sup> juillet 2020.

### **Article 4 - Publicité**

En vue de l'information des tiers :

- une copie de l'arrêté est déposée à la mairie du MANS et peut y être consultée ;
- un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie du MANS pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de la préfecture en Sarthe ([www.sarthe.gouv.fr](http://www.sarthe.gouv.fr)), pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 5 - Délais et voies de recours**

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes :

1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.


La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement, dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 6 - Pour exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, le maire du MANS, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays-de-la-Loire et l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Le Préfet

Pour le Préfet,  
  
Thierry BARON

